

Accueil de Darcos et matraquages d'étudiants et enseignants chercheurs.

Communiqué de presse des étudiants, enseignants chercheurs et parents d'élèves du lundi 23 mars 2009 : violence des forces de l'ordre à notre égard

Nous lycéens, étudiants, enseignants-chercheurs et parents d'élèves mobilisés, étions réunis le 23 mars 2009 au 83 rue saint-fuscien à Amiens où se rendait monsieur le ministre de l'éducation nationale, Xavier Darcos, afin de contester une nouvelle fois, de manière pacifique, les réformes de l'éducation de la maternelle à l'université. à cette occasion, nous avons refusé d'envoyé la délégation initialement prévue pour discuter avec monsieur le ministre.

En effet, dès l'arrivée des manifestants sur le trottoir du 83, les Compagnies Républicaines de Sécurité ont reçu l'ordre de nous repousser par tous les moyens. ainsi, nous avons estimé que les conditions nécessaires à un dialogue serein n'étaient pas remplies suite à l'intervention violente (matraquage, coups, charges...) des forces de l'ordre, ayant causée des blessures constatées par les pompiers, sur les manifestants présents.

Nous déplorons cette nouvelle provocation de surcroît d'une violence disproportionnée marquant le climat de violence sociale actuel, ainsi que le mépris des dirigeants. pour cela nous avons exigé des excuses publiques que nous attendons....



Voici 3 témoignages éloquents

Nous n'avons pas pu nous exprimer du tout puisque à peine arrivés, on nous a demandé de rester sur le trottoir et de ne pas bloquer la rue.

Nous l'avons fait. mais les CRS ont commencé à charger directement.

Nous nous sommes regroupés, assis par terre et les violences ont commencé... bref voilà où en est le droit de manifester, de s'exprimer, de s'opposer....

Kelly (étudiante)

Nous étions 150 à peu près (les fidèles Denis B, Jean-Michel E., Geneviève P. et une autre EC de Sciences, Véronique Q., Myriam B., Jacques W. Emmanuelle C. de Sciences Po et quelques autres, une bonne vingtaine d'EC de l'UPJV en tous cas) plus des enseignants du secondaire, des lycéens, des étudiants et çà s'est remarquablement mal passé dans un quartier "bouclé".

Les CRS très très agressifs ont chargé sans raison aucune, juste un "nettoyage" de la rue St Fuscien. Le ministre ne supporte pas de nous voir. Des blessés, vu l'équipement c'est normal (il suffit qu'ils nous marchent dessus, les chaussures sont plombées) et à titre personnel, je puis t'assurer que les coups de matraque dans le dos aussi...

Mais Dieu merci ils n'ont pas tapé sur la tête (la mienne). CRS et RG venant d'ailleurs, ils ne connaissaient visiblement pas le quartier, ce qui explique peut-être leur fébrilité à nous faire dégager violemment.

Partie à 10h30, les jambes en coton pour rejoindre la fac d'arts où l'AG des EC a voté la reconduction de la grève jusqu'à la prochaine AG de lundi prochain plus un communiqué fait à l'AG unitaire juste après (12h) prenant position sur la validation ou non du semestre.

Bref nous convoquons tous les étudiants à nos heures habituelles de cours la semaine prochaine pour leur expliquer qu'un rattrapage éventuel (dont nous ne pouvons actuellement définir les modalités) dépend uniquement du retrait des réformes (le préalable) et que si le semestre devait être

Marie-Domitille (enseignante chercheuse)



Chronique de la violence policière ordinaire, je confirme le récit de Marie Domitille pour ce qui est de ce matin rue st fuscien. Les CRS étaient en tout état de cause là pour faire fort, l'un d'eux nous a dit "on se fout pas mal que vous ayez convoqué la presse, nous serons violents".

A croire qu'ils avaient des ordres en ce sens non ? comment s'appelle notre préfet au fait... (syndrome st lô). La presse a, pour sa part, été très vite enfermée derrière les grilles du 83 rue St Fuscien par les CRS, des fois qu'ils prennent des photos et parlent avec nous.

Le regroupement de 100 à 150 personnes était pourtant bon enfant à 9 heures.

Tous étaient venus très naïvement avec une paire de vieilles chaussures et nous étions même disposés à former une délégation pour rencontrer Darcos.

Les CRS nous ont demandé de libérer la route pour ne pas perturber les gens qui se rendent au travail. Nous nous sommes exécutés, contre la garantie, apportée par la commissaire, de pouvoir rester sur le trottoir (d'en face) en attendant ce cher Darcos. Nous nous sommes tous assis et c'est là que, sans sommation, ils ont chargés tout de go très très fort, coups de matraques, empoignement puis "jet de nains" (sorry pour l'image et pour les personnes atteintes de nanisme, mais c'est comme cela que je me suis sentie éjectée par des gros balaises de 2 fois sup en taille, poids et force). Ils ont tapé, et fort je vous assure sur des gamins et gamines, sur nous tous, comme ça sans raisons, sauf celles exprimée sous la forme lapidaire "dégagez".

Plusieurs étudiants étaient mal en point, aussi les EC présents ont décidé de téléphoner au SUMPS (ex médecine préventive de l'UPJV), le médecin de garde nous a dit qu'elle arrivait. Après une longue attente, elle nous a fait savoir que la présidence de l'UPJV ne l'autorisait pas à se déplacer. Nous avons alors téléphoné aux pompiers.

Voilà, il me semble important de conter cet épisode, sans doute banal dans la France d'aujourd'hui, qui m'a profondément fait du mal et que je refuse de banaliser. Ce n'est pas cette France là que j'aime.

Myriam (enseignante chercheuse)



Le ministre de l'Education est venu hier inaugurer une plate-forme téléphonique (numéro unique consacré à l'orientation des élèves). Des lycéens, étudiants et enseignants-chercheurs sont venus manifester leur opposition aux réformes en cours. Les CRS ont chargé plusieurs fois : Deux blessés.

Voir la vidéo sur France3.fr

<http://ma-tvideo.france3.fr/video/iLyROoafJH6.html>

Lire aussi le courrier picard du 24 mars 2009



AMIENS Les CRS chargent le rassemblement

Edition du mardi 24 Mars 2009

Le ministre de l'Education nationale a inauguré, lundi, une plateforme d'aide à l'orientation. Sa venue a été marquée par une manifestation sévèrement contenue.

Stupéfaction et colère : ce sont les mots qui résument l'état d'esprit de la soixantaine de personnes qui participaient lundi matin à un rassemblement à l'occasion de la venue à Amiens du ministre de l'Éducation nationale.

Alors qu'elles se trouvaient à quelques mètres de l'entrée des locaux de l'ONISEP, rue Saint-Fuscien, où Xavier Darcos devait inaugurer une plateforme téléphonique d'aide à l'orientation, les CRS leur ont demandé de dégager la route.

« Nous nous sommes assis sur le trottoir et là, les CRS ont chargé, raconte Eddy, élève au lycée Michelis, d'Amiens. Nous avons été stupéfaits, car nous nous étions éloignés. Ils ont chargé trois fois. » « Nous étions tous réunis, parents d'élèves, lycéens, étudiants, enseignants-chercheurs rue Saint-Fuscien, quand on nous a demandé de monter sur le trottoir pour ne pas boucher la route. C'est ce que nous avons [RC]fait, mais cinq minutes après, les CRS nous ont chargés sur cent mètres, raconte aussi Kelly Poulet, du comité de mobilisation des étudiants. Ils étaient 75, nous étions à peine cent. Jamais nous n'avons cherché le rapport de force. On était assis, tranquillement. Ce n'était pas simplement une charge. On a reçu des coups de pied, des coups de poings, certains ont été attrapés à la gorge. Il y a eu plusieurs blessés », déplore la jeune fille. Deux jeunes ont été plus sérieusement touchés et ont été conduits au CHU par le SAMU.

Une plainte déposée

Deux syndicats d'enseignants (SE- UNSA et UNSA-Education) ainsi que la fédération de parents d'élèves FCPE ont écrit au préfet pour lui faire part de leur indignation : « Le rassemblement était calme et courtois », soulignent-ils. « Sans aucune sommation, les CRS ont chargé très violemment les manifestants pacifiques, dont nous faisons partie, pour les faire reculer. » Et ils demandent au préfet les raisons de cette action.

Dans un communiqué, la préfecture leur répond, indirectement, soulignant que la manifestation n'avait pas été déclarée. Elle affirme que les participants ont « occupé la chaussée sous forme de sit in » et « refusé de reculer » et que les forces de police sont intervenues pour les y obliger.

Xavier Darcos (qui n'était pas encore arrivé quand les événements se sont produits) a précisé qu'une délégation avait été reçue par un membre de son cabinet.

« Il y a un travail formidable qui se fait partout, nous avons des interlocuteurs avec lesquels nous discutons: c'est comme cela qu'il faut travailler dans une démocratie », a-t-il ajouté.

Un lycéen majeur a porté plainte au commissariat. Une trentaine d'autres lycéens ont signé un texte pour accompagner sa plainte. Quant aux étudiants, ils demandent « des excuses publiques, de la part du préfet par

exemple ». Tous ceux qui ont reçu des coups ont fait constater leurs blessures par des médecins. Quant aux deux jeunes conduits à l'hôpital, ils ne souffriraient pas de blessures graves.

Deux syndicats d'enseignants et la FCPE ont écrit au préfet pour lui faire part de leur indignation.
Ph. G.CRIGNIER

<http://www.courrier-picard.fr/courrier/Actualites/Info-regionale/Les-CRS-chargent-le-rassemblement>

Le SNASUB/FSU au service des personnels administratifs, ITRF et des Bibliothèques de l'académie d'Amiens